

Pour défendre nos conditions d'études et de travail,

**Battons-nous**

**pour un droit à l'avenir !**

Le 3 avril dernier, nous étions 2000 étudiants infirmiers et infirmiers à manifester devant le ministère de la santé, pour exiger du gouvernement la reconnaissance à bac + 3 du diplôme infirmier, une augmentation conséquente des salaires et de meilleures conditions de travail dans les services et sur les lieux d'étude.

En octobre novembre dernier, nous étions déjà 9 000 étudiants infirmiers à descendre dans la rue pour exiger la reconnaissance à sa juste valeur de notre diplôme. Le mouvement n'avait alors pas permis d'avancées concrètes.

En 2000, la lutte des ESI avait permis d'importantes avancées : c'est suite à la mobilisation de plus de 15 000 étudiants infirmiers qu'enfin avaient été instaurées les indemnités de stage, ainsi que la prise en charge des frais de transport. A l'époque, le mouvement revendiquait déjà la reconnaissance à bac + 3 du diplôme.

Ce n'est pas un hasard si les gouvernements successifs tiennent tant à ce que nous ne soyons reconnus qu'à bac + 2. Si la licence était acquise à la sortie de la formation, cela impliquerait le passage en catégorie A des infirmiers diplômés, et donc une revalorisation conséquente des salaires. Cela serait totalement insupportable pour le patronat, qui tente par tous les moyens de faire baisser les salaires du personnel soignant. Depuis 15 ans, la rémunération des infirmiers en début de carrière est passée de 1,5 à 1,1 fois le SMIC. Cela représente 500 euros de perte de salaire !

### **Etudiants, salariés, imposons nos revendications !**

Aujourd'hui, la formation en stage des ESI n'est pas rémunérée mais « indemnisée ». Cela veut dire 40 euros à peine par semaine pour un étudiant en 3ème année, 70 euros maximum pour le stage pré professionnel. Pourtant, rien ne justifie que notre travail ne soit pas reconnu en tant que tel. La pénurie de personnel dans les services est telle que dans de nombreux stages nous sommes plus considérés comme une main d'œuvre bon marché que comme des travailleurs en formation. Pourtant, la validation de la première année d'étude nous permet de travailler en vacation comme aide-soignant le week-end et pendant les vacances.

Les jeunes n'ont pas moins de besoins que le reste de la population, que ce soit pour le budget logement, bouffe, pour pouvoir s'installer, avoir son indépendance et ne pas devoir rester chez ses parents jusqu'à 25 ans voire plus. La moitié des étudiants sont obligés de se salarier. Les études en soins infirmiers sont assez denses, et devoir travailler en plus c'est prendre le risque de ne pas réussir à joindre les deux bouts. Ce n'est pas un hasard si un tiers des admis en IFSI en première année abandonnent le cursus en cours de route.

### **Après l'élection de Sarkozy : préparons le troisième tour social !**

A peine entré dans ses fonctions, Nicolas Sarkozy a annoncé mardi en visite à Dunkerque vouloir « reformer l'hôpital, la carte hospitalière, l'organisation de l'hôpital ». Sarkozy a été ministre pendant 5 ans du gouvernement Chirac, responsable notamment de la décision en février dernier de clore les négociations sur la reconnaissance à bac + 3 du diplôme infirmier.

C'est également le gouvernement Chirac qui est responsable des baisses d'effectifs dans les services et de la restriction des budgets hospitaliers ces dernières années, véritable remise en cause de l'ensemble des acquis du service public de santé.

Face aux attaques à venir, il est urgent de préparer des maintenant une mobilisation d'ensemble des professions médicales et paramédicales, qui seule permettra d'assurer un système de santé de qualité et pour tous. Les étudiants subissent la précarité et les difficultés financières : imposons une allocation d'autonomie égale au SMIC pour la jeunesse ! Le corps paramédical souffre du manque de reconnaissance professionnelle : imposons un salaire minimal de 1500 euros, 300 euros d'augmentation pour tous ! Le système de santé se dégrade : imposons l'embauche massive de professionnels qualifiés, une augmentation conséquente des budgets, en prenant l'argent ou il y en a : dans les poches du patronat !



Je souhaite prendre contact avec les JCR

Nom:..... Prénom:.....

Adresse:.....

Lycée : ..... Code postal:..... Ville:.....

Téléphone:..... Email:.....

À renvoyer à JCR, 2 rue Richard Lenoir 93 100 Montreuil.